



Rapport de mission sur l'évaluation des routes migratoires du 19-25 Juillet

1. Contexte

Les migrations d'Afrique de l'Ouest vers la Libye se sont accentuées depuis 2005 et ont pris de l'ampleur suite à la crise Libyenne en 2011. Durant des années, les populations du département de Bilma ont tiré des revenus significatifs du transport de migrants. Les véhicules utilisés pour le transport de migrants vers la Libye sont, presque sans exception, des pick-up Toyota Hilux ou Tundra où les passagers voyagent en groupes de 25 à 30 personnes à l'arrière et 10 dans la cabine. La plupart du transport se fait la nuit car la température est plus supportable et le risque d'être détecté par les patrouilles moins élevé.

Depuis fin 2016, les autorités nigériennes ont tracé une ligne d'interdiction pour le transport de migrants étrangers: tous ceux qui passent au nord de Séguédine sont arrêtés par les militaires et remis à la police. Les transporteurs sont quant à eux poursuivis devant les tribunaux ; plusieurs dizaines d'entre eux, notamment Toubous, sont actuellement en détention à Agadez.

Les patrouilles de l'armée et l'ouverture de nouveaux postes militaires avancés ont considérablement diminué les flux sur ce qui était autrefois la principale route de l'immigration vers la Libye puis l'Europe (axe Séguédine-Madama-Toummo).

Les transporteurs qui n'ont pas été arrêtés se sont adaptés et plusieurs routes secondaires sont maintenant empruntées. L'abandon de migrants par leurs passeurs, parfois très loin des points d'eau pour éviter d'être arrêtés par les autorités nigériennes, est également en nette augmentation. Plusieurs dizaines de migrants ont déjà perdu la vie dans le désert et les autorités nigériennes, assistées par l'OIM, en sauvent de nombreux autres chaque mois. De janvier à juin 2017, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a secouru plus de 700 migrants en collaboration avec les autorités. Le nombre de migrants interceptés puis remis à la police est lui aussi en nette augmentation : selon les chiffres de la police de Dirkou, plus de 2000 migrants lui ont été déférés lors des six premiers mois de l'année 2017, contre 1700 pour la totalité de l'année 2016.

2. Présentation de la mission

Dans le cadre des activités d'aide au retour volontaire des migrants abandonnés sur les routes migratoires, l'OIM a mené, conjointement avec les services de la Protection Civile, une mission d'évaluation des routes migratoires dans la partie Nord du Département de Bilma du 19 au 25 Juillet 2017.

La délégation OIM était composée de deux équipes :

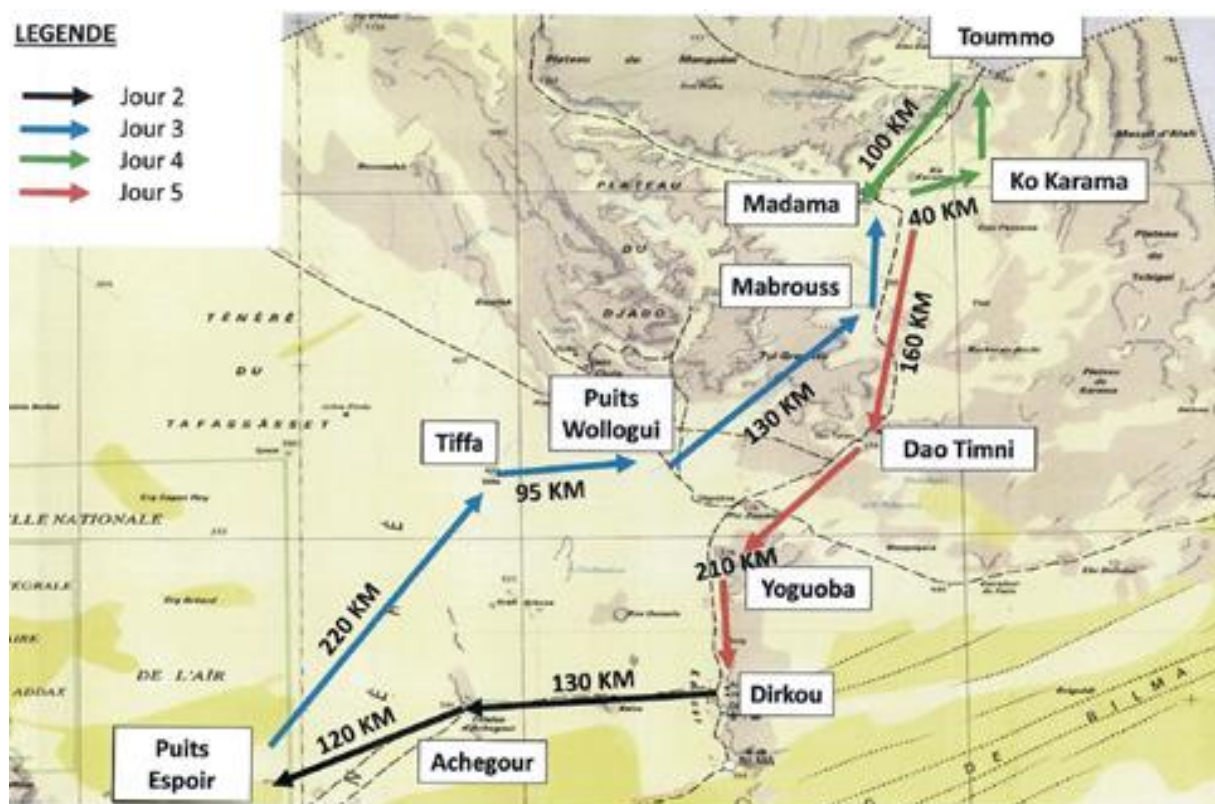
Equipe 1 :

1. Alberto PREATO : Chef de programme, OIM Niger
2. Francesco Mascini : Coordinateur Régional pour la Migration Maghreb/Sahel, Ambassade des Pays-Bas en Tunisie.
3. Richard DANZIGER : Directeur régional, OIM – Bureau régional de Dakar

4. Michele BOMBASSEI : Spécialiste Thématique Migration, OIM – Bureau régional de Dakar
5. Dominique BOLLIER : Officier de sécurité régional, OIM – Bureau régional de Dakar
6. Ousmane CHEGOU KORE : Monitoring des flux, OIM Niger
7. Farouk ALHOUSSEINI SIDI : Opérations, OIM Niger
8. Arthur LANGOUET : Unité gestion des frontières, OIM Niger
9. Capitaine Issa ABARCHI : Protection civile

Six membres de la Protection civile récemment détachés à Dirkou accompagnaient la mission. Trente hommes des forces armées nigériennes assuraient la sécurité.

L'équipe 1 a parcouru environ 1400 kilomètres en quatre jours pour observer l'évolution des flux migratoires et les nouvelles routes empruntées.



Itinéraire de la mission

Equipe 2 :

1. Lucia SPEH : consultante protection, OIM Niger
2. Docteur Yacouba DJIBO : Assistant médical protection, OIM Niger
3. Binta ABDOUKARIM MOUSSA : Assistante protection, OIM Niger

L'équipe 2, composée d'experts protection, est restée à Dirkou pour assurer la formation du personnel OIM local et travailler avec les autorités sur la prise en charge des migrants.



Programme de la mission :

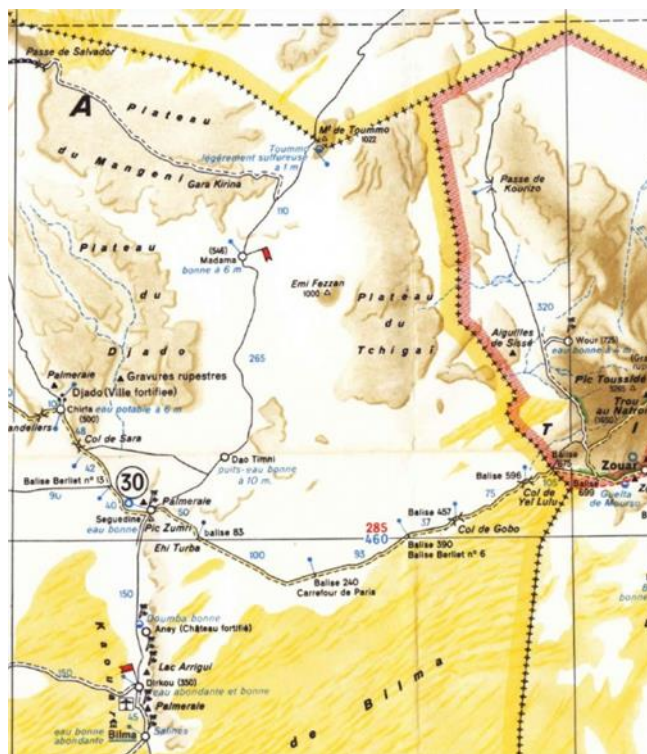
Date et lieux	Activités
19/07/2017 Niamey-Dirkou	Vol UNHAS : check in 06h30, départ 08h00 de Niamey, arrivée 11h50 à Dirkou Visite de courtoisie chez les autorités, 12h30-14h00 16h : visite du centre et rencontre du staff OIM Dirkou 18h00 : meeting sécurité Dominique-Commandant de Zone
20/07/2017 Dirkou	9h00, chez le ComZone : Réunion sur les migrations avec le maire, le préfet, le commissaire et le commandant de zone 14h00 : visite des ghettos
21/07/2017 Départ Team 1 Dirkou-Achegour : 130 km Achegour-Puits espoir : 120 km	Evaluation des nouvelles routes migratoires
22/07/2017 Puits espoir-Tiffa : 220 km Tiffa-Puits Wollogui : 95 km Puits Wollogui-Mabrous : 130 km Mabrous-Madama : 80 km	Evaluation des nouvelles routes migratoires
23/07/2017 Madama-Kokarama : 40 km Kokarama-Toummo : 80 km Toummo-Madama : 100 km	Evaluation des nouvelles routes migratoires Etat des lieux à la frontière libyenne Rencontre avec les autorités militaires de Madama
24/07/2017 Madama-Dao Timni : 160 km Dao Timni-Dirkou : 210 km	Evaluation des nouvelles routes migratoires Rencontre avec les autorités militaires de Dao-Timni
25/07/2017 Dirkou-Niamey	Vol UNHAS : check-in 11h55, départ 12h10, arrivée à Niamey à 16h.

3. Suivi des flux et des routes migratoires

Lors de la mission, une baisse significative du flux de migrants en partance vers la Libye a été constatée dès Dirkou. Les échanges avec les populations et les autorités ont confirmé cette tendance à la baisse dans les alentours de Dirkou et Séguédine, qui était autrefois le carrefour principal emprunté par les véhicules des transports allant vers le nord. D'anciens transporteurs indiquent que sur dix véhicules transportant des migrants sur l'axe Dirkou-Séguédine-Madama tout en contournant les lieux occupés par les autorités, seuls deux ou trois réussissent à éviter les patrouilles et parviennent à atteindre la frontière.

Mais les populations locales et les autorités confirment que le transport de migrants continue. Dans l'espoir d'atteindre la Libye, les passeurs sont prêts à explorer de nouveaux passages et à utiliser d'anciennes pistes abandonnées souvent dangereuses. Parmi ces routes alternatives, certaines passent par des lieux visités par la mission : puits espoir, Achégour, Mabrous, etc mais elles restent relativement peu fréquentées.

Un autre passage existe à travers le plateau du Mangeni, à l'ouest de Madama, jusqu'à la passe de Salvador. La difficulté du terrain et la présence de mines semblent toutefois décourager la plupart des passeurs. Les flux sur cette route apparaissent minimes, bien qu'il soit difficile de les quantifier.



Des entretiens avec d'anciens transporteurs de migrants indiquent que la route vers le Tchad, qui traverse l'erg de Bilma puis passe à l'est du plateau du Tchigai, pourrait être la nouvelle route principale. De 40 à 50 pick-up emprunteraient cette route de nuit chaque semaine, soit entre 1000 et 1500 migrants. Une portion de cet itinéraire traverse le territoire Tchadien et l'entrée en Libye se ferait soit par le Tchad, soit par le Niger. La zone traversée semble peu fréquentée par les militaires, qu'ils soient Nigériens ou Tchadiens, mais est infestée de bandits armés. Ceux-ci volent les véhicules des transporteurs et les biens des migrants, puis les abandonnent dans le désert. Toujours selon les anciens transporteurs rencontrés, de 10% à 20% des véhicules qui empruntent cette voie seraient ainsi arrêtés par les bandits, qui autorisent parfois les conducteurs à passer un

appel par téléphone satellite pour demander de l'aide à leurs parents de Dirkou. Dans le cas contraire, il existe un risque important pour que des groupes de migrants se trouvent en détresse dans des zones isolées, non patrouillées par les autorités et donc sans possibilité d'être secourus.

En résumé, la mission a identifié quatre points de passage de la frontière libyenne, classés du plus utilisé au moins fréquenté :

- A l'est du plateau du Tchigai, par le Niger ou le Tchad
- Une piste à 20 kilomètres du poste libyen de Toummo
- Le poste de Toummo
- La passe de Salvador

Il existe très probablement d'autres zones de passage qui doivent encore être localisées.

o Etape 1 : la route Dirkou – Puits Achegour - Puits Espoir.

En général cette route n'est fréquentée par les passeurs que pour venir à Dirkou se ravitailler ou en cas de panne pour chercher une pièce de rechange. L'autre cas est la récupération des migrants d'un autre passeur basé à Dirkou. Pour les passeurs, l'option la plus simple est en effet de continuer



Ravitaillement nocturne en eau au puits espoir

directement vers Latey puis Séguédine à partir d'Achegour, sans passer par Dirkou. Sur la route Dirkou - Achegour, la mission n'a pas rencontré de véhicules transportant des migrants. En revanche, 36 migrants ont été trouvés au Puits d'Achégour, abandonnés par leurs passeurs dans les alentours. D'après les migrants retrouvés sur place, ils faisaient partie d'un convoi d'une vingtaine de pick-up parti d'Agadez, preuve que les passeurs de la ville ont conservé une capacité logistique importante malgré la répression des autorités.

Au niveau du puits espoir, la mission a rencontré quelques nigériens et des maliens qui revenaient de Libye.

o Etape 2 : Puit Espoir – Tiffa – Puit de Wolongui.

Sur cette partie de l'itinéraire, la mission n'a pas rencontré de migrants en détresse, seuls quelques véhicules en partance vers ou de retour de Libye ont été croisés le long du trajet vers le Djado.

o Etape 3 : Puit de Wolongui – Puit de Mabrous – Madama.

Tout au long de cet itinéraire, la mission n'a pas rencontré de migrants étrangers, uniquement quelques convois de nigériens allant ou revenant de Libye. Il faut noter qu'une partie de cet itinéraire longe le poste militaire de Dao Timni, qui envoie des patrouilles dans la zone. Cette zone est très empruntée par les trafiquants et sert aussi de piste de contournement pour les passeurs de migrants, bien que des portions de routes aient été minées par l'armée. Des carcasses de véhicules détruits par les mines sont visibles à quelques mètres de la piste.

o Etape 4 : Madama – Toummo – Madama.

Au niveau de Madama, une courte visite au marché nous a permis de constater que l'activité est ralentie. Selon des témoignages recueillis sur place, le flux s'est tari depuis l'interdiction du transport des migrants par les autorités.



Recommandations

Déployer un troisième flow monitoring point dans un lieu fréquenté par les migrants se rendant en Libye (Latey ou Puits Achegour par exemple).

Mais les mêmes informations recueillies à Madama et à Toummo nous confirment que le transport des migrants continue, bien qu'à un rythme moins important. Moins d'une dizaine de pick-up chargés de migrants non nigériens passerait à Toummo chaque jour. Une piste traversant la frontière à 20 kilomètres à l'ouest serait davantage utilisée que celle menant directement à Toummo.

Etant donné que le nombre de passeurs a diminué et que les risques sont plus grands, le prix du passage en Libye aurait augmenté (plus de 200 000 FCFA pour le trajet Agadez-Libye contre 150 000 FCFA il y a un an). Certains transporteurs continuent à explorer de nouvelles routes proches des pistes officielles.

L'équipe OIM a également rencontré un groupe d'environ 200 migrants, hommes, femmes et enfants, qui attendaient à Toummo qu'un autre transporteur les récupère pour les emmener vers le nord de la Libye.

o Etape 5 : Madama – Dao Timni – Dirkou.

Cette étape a été plus la plus intéressante pour nous confirmer la persistance de passage clandestin des migrants. Nous sommes venus au niveau du poste de Dao Timni juste après que la patrouille militaire a intercepté 4 pick-up transportant des migrants - majoritairement des nigériens. Les migrants d'un autre véhicule ayant réussi à échapper aux patrouilles ont rejoint le premier groupe après que leur passeur les ait abandonnés.

4. Opérations

La mission a également permis de mener deux opérations de secours au bénéfice de 156 migrants abandonnés dans le désert.



Sauvetage de 36 migrants au puits d'Achégour

La première a eu lieu le 21 juillet à **Achégour**, un point situé à 130 KM de Dirkou (Longitude : 11,72804 et latitude 19,02703). Au cours de cette opération un groupe de 36 migrants abandonnés composé de 8 femmes (7 Nigériennes et 1 Ghanéenne) et de 28 hommes, tous de nationalité Nigérienne, a été secouru par l'équipe de la mission. Leurs transporteurs les avaient fait descendre sous la menace des armes à deux jours de marche du puits. Ils avaient dépouillés de leur argent et de leurs téléphones portables.

Le groupe a ensuite été transporté par camion jusqu'à Dirkou où il a bénéficié de l'assistance du sous-bureau. Trois personnes ont fait l'objet d'une prise en charge médicale. Il s'agissait de la première mission de sauvetage menée à l'aide du camion acquis sous le projet MIRAA, financé par les Pays-Bas.



Recommandations

Renforcer **les capacités opérationnelles de l'OIM en personnel** (présence d'un staff international), équipement (camion et pick-up supplémentaires, Thurayas et radios) et infrastructures (agrandir le centre et ouvrir un centre d'écoute).

Renforcer le **soutien en formation et en équipement à la protection civile**.

Explorer les options pour **établir une présence OIM à la frontière libyenne**, à Toummo (protection et orientation).

Doter le chauffeur du camion d'un Thuraya et d'un kit médical de premiers soins et de réhydratation.

Former le chauffeur aux premiers secours.

Si possible, envoyer l'infirmier toujours sur place avec le camion lors des missions de sauvetage.

Envisager des discussions pour loger un personnel international dans la base française de Barkhane.

Pendant le passage à **Dao Timni**, base militaire située à 218 KM de Dirkou (longitude : 13,5407, latitude 20,55885) le 24 juillet, des migrants abandonnés dans le désert par leurs transporteurs ont été secourus par les patrouilles militaires menées dans la zone puis transférés à leur base de Dao Timni.



Infirmière de la Protection Civile prodiguant les premiers soins à un migrant

La mission a assisté (nourriture, eau, contrôle médical) les 120 migrants dont 40 Nigériennes retrouvés à Dao Timni puis a coordonné les opérations de sauvetage vers le sous bureau OIM de Dirkou et la mise en œuvre des moyens logistiques (le camion OIM, un camion de location et deux pick-up, nourriture, kits médicaux et escorte). Ce groupe de migrants est arrivé le 25 Juillet au centre d'accueil et de transit de l'OIM à Dirkou. Des éléments de la police nationale ont accompagné le convoi.

La question de l'évacuation des dizaines de milliers de migrants bloqués dans les villes libyennes de Sebha et Al-Gatrun a été discutée avec les responsables Libyens du poste de Toummo. Le chef de poste a proposé d'organiser une rencontre avec ses supérieurs à Al-Gatrun, ce que le calendrier de la mission ne permettait malheureusement pas. Il a toutefois été possible de rassembler des informations parcellaires sur la situation des migrants au sud Libye. Une prochaine mission doit être préparée dès maintenant pour explorer les options pour une évacuation humanitaire via le Niger des migrants bloqués dans le sud libyen. L'OIM Niger et l'OIM Libye devront renforcer leur coopération et le partage d'informations.

Les autorités militaires ont formulé certaines demandes :

- Accélération des mouvements de retour vers Agadez
- Construction d'un bâtiment pour la protection civile à Dirkou
- Stock de nourriture d'urgence pour les migrants interceptés ou secourus. Jusqu'ici, les militaires partagent leur propre stock avec les migrants.
- Aider la police à mettre en place une base de données pour les personnes interpellées et les personnes décédées. Pour l'instant tout est fait à la main.
- Recrutement d'un médecin ou de plusieurs infirmiers pour le centre de transit



- Contribution de l'OIM pour le carburant consommé par l'armée lors des missions de sauvetage

Recommandations

Infrastructures : créer une salle d'écoute pour la gestion des cas vulnérables, réhabiliter le centre de santé intégré (CSI) de Dirkou et l'appuyer en médicaments et matériels médicaux, organiser une visite terrain à Séguédine pour évaluer les besoins des infrastructures médicales sur place.

Ressources Humaines : renforcer le personnel de sécurité au centre pour éviter des visiteurs sans permission, former l'assistant protection nouvellement recruté, renforcer les formations sur les lignes directrices de la protection, et notamment sur les notions de traite de personnes (staff OIM et partenaires locaux, notamment les volontaires de la croix rouge, les autorités locales et policières, voire les FDS), recruter un infirmier supplémentaire.

Matériel : doter le centre de transit d'une ambulance, achat d'un portable pour les retracements familiaux et la communication des migrants vulnérables, achat d'un ordinateur et de meubles de travail pour les mobilisateurs communautaires, kits spécifiques, kits activités récréatives.

Etablir un protocole d'accord entre l'OIM et le CSI de Dirkou ainsi que l'infirmier militaire.

5. Protection

Concernant l'évolution du profil des migrants rencontré, la mission a noté la forte présence de femmes Nigériennes parmi les groupes rencontrés.

L'équipe protection a appuyé le staff terrain dans l'accueil et le profilage des migrants secourus lors des opérations des 20 et 24 juillet 2017 au niveau du centre. En parallèle de l'assistance en kits d'hygiène, nourriture et eau, des entretiens individuels ont été menés pour évaluer les vulnérabilités et identifier les éventuelles victimes de traite. L'équipe protection a également renforcé les connaissances des mobilisateurs communautaires sur la gestion des cas, les lignes directrices en matière de protection, et les principes d'identification, prise en charge et référencement des victimes de traite des personnes et de trafic illicite de migrants. Au niveau du centre d'accueil et d'assistance de Dirkou, les mobilisateurs communautaires jouent un rôle central dans la protection des migrants.



Les mobilisateurs communautaires du centre de transit OIM à Dirkou

Les observations ont permis de distinguer deux profils de migrants : les refoulés et les retournés volontaires. Après les opérations de sauvetage, les migrants secourus restent généralement en contact avec les passeurs dans la perspective de continuer leur voyage. La majorité des cas quittent d'ailleurs le centre après le profilage : les migrants ayant les moyens financiers optent pour une seconde chance de traverser le désert. Ceux ne possédant pas assez d'argent retournent vers les ghettos, et cherchent à économiser pour reprendre la route vers la Lybie, notamment en s'adonnant à la prostitution, ou servant dans les bars.



6. Stabilisation communautaire

Les communautés de la région du Nord-Est Niger subissent de plein fouet la réduction des vagues migratoires, car cette activité était devenue la première source de revenus de la population. Ainsi, tous les jeunes ayant quitté l'école pour travailler dans le commerce du transport se retrouvent au chômage, sans alternative, et peu d'aide.

La frustration s'accroît, et la grande majorité estime que les mesures de lutte contre l'immigration ont pour objectif de nuire à l'ethnie Toubou (majoritaire dans le département de Bilma). Si on peut estimer que le Mouvement révolutionnaire Toubou de Kekemi n'est que marginal à l'heure actuelle, les autorités coutumières, traditionnelles et communautaires sont extrêmement préoccupées par l'oisiveté de la jeunesse du Département de Bilma.

Selon les autorités militaires, de nombreux anciens transporteurs se reconvertissent en bandits. La fermeture du site aurifère de Djado a aggravé la situation en privant les jeunes actifs d'une autre source de revenus. Cependant le maire de Dirkou annonce sa réouverture prochaine, sans donner de date.

Selon le maire, les recettes de la commune lorsque le transport de migrants battait son plein étaient de 3 millions de FCFA par semaine, contre 60 000 FCFA aujourd'hui. Il y a de plus une grande frustration des autorités locales et de la population car les programmes d'aide pour la région d'Agadez ne touchent pas Dirkou, alors qu'il s'agit de la première commune concernée par le phénomène migratoire.

Pendant le séjour à Dirkou, l'OIM a fait une première évaluation des structures de la société civile dans le département de Bilma / Dirkou et ses environs (Croix Rouge nigérienne ; ANDDH – Association Nationale Défense de Droit de l'homme ; Association de Chimaindour Elema). Quelques structures ont été rencontrées, et toutes ont manifesté leur appréciation pour l'intérêt porté à leur égard par l'OIM. L'OIM a aussi rencontré le maire à Dirkou dans le cadre de la stabilisation communautaire. Le constat est que les relations entre le gouvernement et les structures de la société civile ne sont pas cordiales.

7. Gestion des frontières

La police (45 éléments dans le département de Bilma) et la Gendarmerie (33 éléments) n'ont ni les moyens ni les effectifs nécessaires pour contrôler les flux migratoires dans la zone. Seuls deux pick-up de la police et un seul de la gendarmerie seraient disponibles pour couvrir un territoire de plus de 286 000 km².



Fort de Madama

Depuis fin 2016, la lutte contre l'immigration clandestine fait partie des missions attribuées aux Forces Armées Nigériennes. Plus d'un millier de militaires sont ainsi déployés dans la zone nord-est du Niger et les effectifs de la base de Madama ont quasiment doublé en un an, pour arriver à 450 hommes environ aujourd'hui. Des logements et des infrastructures sont en cours de construction sur la base. L'Allemagne a fourni 15 pick-up à l'armée pour renforcer sa mobilité dans la région.

Recommandations

Développer un **projet d'appui à la police** pour l'envoi d'un détachement opérationnel à Madama ou Dao Timni.

Faire un **diagnostic des besoins en formation** HBM, lutte contre la traite des personnes et, éventuellement, procédure judiciaire pour la prise en charge des transporteurs interceptés.

Se **coordonner avec les autres partenaires** (notamment l'ambassade d'Allemagne et EUCAP Sahel) intervenant ou envisageant d'intervenir dans la région.

missions de contrôle des frontières et des flux migratoires dans la région.

En appui, les services de police locaux ont émis le besoin d'une présence policière à Madama ou à Dao Timni, idéalement au sein de la base militaire. Un détachement d'une douzaine d'hommes pourrait y être installé et accompagner les patrouilles des militaires pour accélérer le déferrement et assurer le respect des procédures. L'OIM pourrait lui apporter un soutien en formation et en équipement, notamment des véhicules.

La mission est allée jusqu'au poste frontalier de Toummo, à la frontière libyenne, pour rencontrer le chef du poste douanier. Celui-ci a confirmé le passage régulier de migrants, bien qu'à un rythme moins soutenu que l'année passée.

L'entrée en Libye se fait sans contrôle des papiers d'identité. Les miliciens qui tiennent le poste qui précède le poste douanier d'un kilomètre environ remettent simplement un papier tamponné

L'armée ne dispose toutefois pas des compétences nécessaires pour exercer des missions de police judiciaire : les procédures ne sont pas respectées et les transporteurs sont souvent relâchés quelques heures après leur arrestation, ce qui leur permet de reprendre la route avec leurs passagers. Les tribunaux eux-mêmes ont relaxé de nombreux passeurs pour vice de procédure ou faute de preuves recueillies. Les militaires ne sont pas non plus formés en lutte contre la traite des personnes ou la fraude documentaire. Enfin, le commandement commence à manifester une certaine lassitude face aux migrants qui repartent vers le nord alors qu'ils ont déjà été arrêtés par l'armée une première fois puis déférés à la police et enfin remis à l'OIM.

La Direction de la surveillance des frontières (DST) de la police nationale déploiera dans quelques mois un « poste frontière mobile », c'est-à-dire un camion doté de l'équipement et du personnel nécessaire pour exercer des



certifiant que les personnes sont entrées en Libye de manière régulière. Une taxe informelle est prélevée sur chaque personne ainsi que sur les camions de marchandises.

Les responsables du poste de Toummo tenaient auparavant un registre des entrées et des sorties, qu'ils transmettaient aux autorités militaires de Madama. Ce système a cependant été abandonné il y a quatre mois pour des raisons peu claires.

Recommandations

- **Déployer un troisième flow monitoring point** dans un lieu fréquenté par les migrants se rendant en Libye (Latey ou Puits Achegour par exemple).
- Continuer à renforcer **les opérations ans le Kawar en termes de personnel** (présence d'un staff international), équipement (camion et pick-up supplémentaires, Thurayas et radios) et infrastructures (agrandir le centre et ouvrir un centre d'écoute).
- Renforcer le **soutien en formation et en équipement à la protection civile**.
- Explorer les options pour **établir une présence OIM à la frontière libyenne**, à Toummo (protection et orientation).
- **Former le chauffeur aux premiers secours** et **doter le chauffeur d'un kit médical** de premiers soins et de réhydratation. Si possible, envoyer l'infirmier du centre OIM de Dirkou avec le camion lors des missions de sauvetage.
- **Infrastructures : créer une salle d'écoute** pour la gestion des cas vulnérables, **réhabiliter le centre de santé intégré (CSI) de Dirkou** et l'appuyer en médicaments et matériels médicaux, **organiser une visite terrain à Séguédine** pour évaluer les besoins des infrastructures médicales sur place.
- **Ressources Humaines : renforcer le personnel de sécurité** au centre pour éviter des visiteurs sans permission, **former l'assistant protection** nouvellement recruté, **renforcer les formations** sur les lignes directrices de la protection, et notamment sur les notions de traite de personnes (staff OIM et partenaires locaux, notamment les volontaires de la croix rouge, les autorités locales et policières, voire les FDS), **recruter un infirmier supplémentaire**.
- **Matériel : doter le centre de transit d'une ambulance**, achat d'un portable pour les retracements familiaux et la communication des migrants vulnérables, kits spécifiques, kits activités récréatives.
- **Formaliser la collaboration** entre l'OIM et le CSI de Dirkou ainsi que l'infirmier militaire
- Développer un **projet d'appui à la police** pour l'envoi d'un détachement opérationnel à Madama ou Dao Timni.
- Faire un **diagnostic des besoins en formation** HBM, lutte contre la traite des personnes et, éventuellement, procédure judiciaire pour la prise en charge des transporteurs interceptés.
- Renforcer la coordination **avec les autres partenaires** (notamment l'ambassade d'Allemagne et EUCAP Sahel) intervenant ou envisageant d'intervenir dans la région.